

L'Humanité



Rouge

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1,50F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 383
Vendredi 5 décembre 1975

RÉVOLUTION OU SUBVERSION ?

La France, comme les autres pays d'Europe, notamment ceux d'Europe du Sud, pourrait bien connaître de sérieux bouleversements dans les mois qui viennent et la brutale aggravation de la situation dans l'armée pourrait bien constituer un nouveau pas dans ce sens.

Car comme en Italie, en Grèce, au Portugal ou en Espagne, les contradictions de classe et les contradictions au sein de la bourgeoisie s'aiguisent sérieusement.

La crise économique du monde capitaliste a pour effet de susciter l'approfondissement de la lutte de classe entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. La bourgeoisie multiplie ses attaques contre les masses populaires ; elle cherche à reporter la crise de son système sur la classe ouvrière. C'est ainsi qu'elle licencie à tour de bras, diminue les salaires par l'augmentation du coût de la vie et lance ses forces de répression contre les travailleurs en lutte. La classe ouvrière face à ces attaques riposte du tac au tac : les grèves, occupations, séquestrations, manifestations, se multiplient partout dans le pays et la volonté de faire la révolution grandit.

Cependant, en même temps que se développe cette contradiction de classe, un autre conflit d'une nature bourgeoise est en cours de développement. La rivalité soviéto-américaine pour l'hégémonie mondiale qui à l'Europe pour enjeu clé se déroule aussi en France. Et comme dans les autres pays d'Europe du Sud, dans cette rivalité impérialiste qui conduit à la guerre, c'est le social-impérialisme russe qui est à l'offensive. Tout en augmentant leur menace militaire les expansionnistes russes s'appuient en effet sur les forces prosoviétiques : notamment le faux parti communiste de Marchais-Leroy-Kanapa et les sectes trotskystes.

Les activités de ces forces s'inscrivent dans la stratégie sociale-impérialiste de division politique et d'attaque déclenchée de l'intérieur destinée à affaiblir les pays d'Europe de l'Ouest. En un mot leur activité c'est bel et bien la subversion et non la révolution.

Il est impossible de fermer les yeux là-dessus ou d'en parler en l'air sans la combattre dans les faits.

A cet égard la seule voie conséquente consiste à lutter contre la bourgeoisie pour la révolution prolétarienne socialiste et en même temps à s'opposer aux ennemis de l'indépendance nationale.

Une telle ligne doit être tenue fermement à travers les tempêtes. Elle ne permet pas d'abandonner les légitimes revendications populaires sous prétexte de défense nationale

(Suite page 8)

ARRESTATIONS ET PERQUISITIONS DIRIGÉES CONTRE LA CFDT

PROVOCATION ANTI- OUVRIÈRE

Le mercredi 3 décembre, le gouvernement déclençait une série de perquisitions et d'arrestations dirigées contre la CFDT. A Bordeaux, Chaumont, Besançon, Strasbourg, les locaux des Unions départementales de la CFDT, les domiciles de certains de ses militants, étaient investis par la police qui y perquisitionnait, interpellant un certain nombre d'entre eux conduits dans les locaux de la police pour y être interrogés.

En fait, prenant prétexte des activités des forces prosoviétiques dans l'armée, le gouvernement a voulu donner un avertissement aux travailleurs dont il craint la combativité croissante. La répression qui s'abat a une ampleur qui dépasse largement le cadre des remous qui agitent l'armée.

On ne fera croire à personne que la CFDT est responsable des activités de subversion dans l'armée. Par contre, récemment, plus de 80 délégués syndicaux CFDT se sont vus licenciés ou mis à pied pour leur attitude combative dans les luttes de classe qui se développent dans les usines.

Le travail de subversion dans l'armée n'est pas le fait de la CFDT. La responsabilité en revient aux dirigeants du PCF et aux responsables trotskystes qui se rangent aux côtés du social-impérialisme russe et cherchent à exploiter à leur profit la légitime révolte des appelés contre les brigades réactionnaires de l'armée bourgeoise.

En agissant ainsi, le gouvernement aurait-il peur de s'en prendre directement aux forces prosoviétiques dans notre pays ? On peut le penser en constatant que si, à Moscou, Chirac et Giscard sont allés plaider, à travers la « détente idéologique », l'arrêt des manœuvres subversives de l'URSS dans notre pays, dans cette affaire ils visent à frapper prioritairement ceux qui soutiennent les travailleurs en lutte.

**MANIFESTEZ MASSIVEMENT
CONTRE LES CRIMES RACISTES ET LES EXPULSIONS
DE TRAVAILLEURS IMMIGRÉS !
JEUDI 4 DÉCEMBRE A 18h 30, PLACE DE LA BASTILLE
(Côté rue de la Roquette)**

A l'appel de l'Union des communistes de France (marxiste-léniniste) (UCFML) et de l'Humanité Rouge

Avec la participation de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France (JCMLF).



LE 10^è CONGRES DU SYNDICAT CFDT DES POSTAUX DE PARIS

SOLIDAIRE DE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES D'ESPAGNE

Nous portons à la connaissance de nos lecteurs le texte de la motion sur l'Espagne proposée par la section CFDT de Paris recette Principale, sur la base de l'action de masse du 22.11.75 (voir HR No 375), et votée à l'unanimité moins 5 abstentions par le Congrès.

« Le syndicat CFDT des postaux de Paris, réuni pour son 10^è Congrès les 26 et 27 novembre 1975, s'appuyant sur les traditions internationalistes et de classe des postiers de France qui pendant la guerre civile d'Espagne se sont rangés du côté des républicains antifascistes (condamnation de l'insurrection fasciste en 1936, parrainage d'enfants espagnols par Paris RP, Paris 20 et Paris 15 en 1937, organisation du service postal des Brigades Internationales...) :

- dénonce les agissements de la presse réactionnaire qui, à l'annonce de la mort de Franco, tente de faire oublier ses crimes fascistes contre les travailleurs et les peuples d'Espagne ;
- rappelle les récentes exécutions des militants du FRAP et de

l'ETA et s'élève à l'avance contre tout assassinat de militants politiques et syndicaux ;

- comprend et partage la joie des travailleurs et des peuples d'Espagne après la mort de l'assassin de plus d'un million de républicains espagnols entre 1936 et 1939 ;

- condamne la continuation du fascisme sous quelque forme que ce soit et en particulier la restauration de la monarchie par Juan Carlos, héritier de Franco ;

- proteste contre la décision du gouvernement français de mettre en berne les drapeaux le 23.11.75 et contre la présence de Giscard prévue au sacre de Juan Carlos, véritable caution au fascisme ;

- soutient la juste lutte des travailleurs et des peuples d'Espagne pour la liberté totale de tous les prisonniers politiques, le retour des exilés, la suppression immédiate de tous les corps répressifs de la dictature, en vue de renverser le fascisme et de rétablir une République populaire et fédérative garantissant

CLARK-STRASBOURG : LES DIRIGEANTS CGT VEULENT METTRE FIN A L'OCCUPATION

Les 700 travailleurs de Clark-équipement, usine fabriquant des bulldozers (filiale du trust américain Michigan) occupent leur usine depuis le 24 novembre pour s'opposer aux mesures de réductions d'horaires, et à la décision de deux mois de chômage technique de décembre à février imposées par la direction.

C'est devant ces mesures graves pour leurs salaires et pour l'emploi qu'ils se battent avec le soutien des travailleurs des usines voisines.

Les responsables du PCF, à l'USTM-CGT, avec Bauer en tête, ont une frousse épouvantable de la solidarité et de la mobilisation des travailleurs. C'est pourquoi ils ne veu-

lent pas la victoire des travailleurs, et malgré tous leurs beaux discours, ils sont dans le camp des capitalistes. En effet, Bauer, de l'USTM-CGT, va négocier avec le patron le 4 décembre, négociation qui ne vise qu'à briser la lutte.

Ces beaux « messieurs » de l'USTM-CGT disent : « le 4 décembre nous négocierons avec le patron, le travail reprendra sûrement ce qui arrêtera les éléments gauchistes qui dirigent la lutte. »

Que de beaux discours M. Bauer ! Les travailleurs de Clark sauront, soyons-en sûrs, apprécier à juste titre votre trahison et votre collaboration avec le patron.

* USTM : Union des Syndicats de la Métallurgie.

les libertés démocratiques pour le peuple et le droit à l'existence pour les minorités nationales ;

- mandate le bureau départemental du syndicat pour faire connaître le plus largement possible la position ci-dessus exprimée.

Vive l'internationalisme prolétarien ! Vive la solidarité du prolétariat de France et de son détachement postal avec la lutte des travailleurs et des peuples d'Espagne pour une République populaire et fédérative !

Correspondant HR

15 IMPRIMERIES OCCUPEES

Le secteur de l'imprimerie connaît une situation des plus difficiles. C'est qu'à la crise actuelle qui n'épargne aucun secteur de l'économie capitaliste, s'ajoutent pour l'imprimerie de presse et de labour un certain nombre de problèmes spécifiques. Parmi eux, le moindre n'est pas la rénovation des techniques d'imprimerie, l'introduction de matériel moderne, et notamment l'extension que connaissent la photocomposition et la technique d'impression dite Offset.

L'organisation archaïque de la production, et notamment le fait que 56,3 % des entreprises comptent moins de 20 ouvriers dans un secteur qui en emploie 114 000 - sans compter les 35 000 travailleurs de la presse - c'est-à-dire autant que l'industrie aéronautique, explique l'ampleur des restructurations, des démantèlements, et des licenciements collectifs de travailleurs. Il n'est pas de semaine qu'on n'apprenne que telles et telles imprimeries ferment leurs portes, jetant au chômage les travailleurs qu'elles employaient.

Récemment, pour ne citer que deux exemples, au moment même où le dépôt de bilan de l'imprimerie Chaix du groupe Néogravure était ordonné par le tribunal de commerce de Paris provoquant le licenciement de 640 travailleurs, l'imprimerie Michel-frère, dans la zone indus-

trielle No1 d'Evreux fermait ses portes et jetait au chômage les 123 salariés qui avaient été « épargnés » lors d'une première tournée de 70 licenciements. Partout les ouvriers livrent bataille. Quinze imprimeries sont occupées, et ces luttes, toutes motivées par des licenciements ou des menaces de licenciements, promettent de continuer de s'étendre.

Que dans l'imprimerie, comme dans tous les autres secteurs, les travailleurs unis entrent massivement en lutte, CONTRE TOUT LICENCIEMENT. Qu'ils mettent en échec les innombrables manœuvres auxquelles s'adonnent systématiquement les faux communistes du parti de Marchais infiltrés à la direction de l'hégémonique Fédération française des travailleurs du Livre CGT, qui reçoivent dans ce travail antiouvrier de sabotage des luttes l'aide, au moins objective, de toutes sortes d'agents de la bourgeoisie, parmi lesquels divers éléments trotskystes.

L'Imprimerie Rouennaise occupée depuis 9 semaines

Fondée en 1953, l'Imprimerie Rouennaise (IMRO) comptait parmi les plus grosses imprimeries de Normandie. Elle employait 125 travailleurs. Éditant essentiellement des revues de caractère technique, elle était équipée à 90 % de matériel traditionnel.

A partir de 1974, elle perdait certains travaux. Son plus gros client qui publiait *Les demeures de France* s'en allait. C'était alors le scénario classique : menaces de licenciements, nomination d'un administrateur et d'un syndic qui conseillaient aux derniers clients d'aller se faire

WANTED



Cet homme du Pouvoir promet beaucoup
LES CHOMEURS DE L'IMRO
ne recherchent :
• Pour la réouverture de leur entreprise
• Pour le maintien de leur emploi

Affiche de popularisation réalisée sur leurs machines par les ouvriers de l'IMRO.

imprimer ailleurs. Le dénouement survenait alors le 26 septembre 1975, date à laquelle était déposé le bilan sur ordre du tribunal de commerce de Rouen.

Mais le 29 du même mois, les travailleurs commençaient à occuper les ateliers. Ils publiaient une brochure, imprimée sur leurs

outils de travail, pour expliquer et faire connaître largement leur situation. C'est dans le même but qu'était organisée toute une série d'actions dans la ville de Rouen : manifestation en ville, occupation du bureau du syndic ; intervention des flics ; manifestation auprès du secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, Dijoud, venu inaugurer près de l'IMRO un centre d'alphabétisation ; 2^è intervention des flics ; manifestation avec les cheminots auprès du ministre de la Justice, Lecanuet*, venu inaugurer l'escalator de la gare de Rouen ; 3^è intervention des flics ; le jour d'une manifestation de métallos, les travailleurs sont allés sur la plus haute tour de la cathédrale d'où ils ont lancé des milliers de tracts popularisant leur combat : cette fois les flics se sont montrés impuissants...

Pour l'instant une seule proposition a été faite aux ouvriers : le rachat de l'entreprise après une gérance de 3 mois avec la réembauche de 50 personnes seulement sur 125. De l'avis des travailleurs, cette proposition, « c'est du bidon, c'est pour nous faire attendre et mieux nous casser les reins par la suite ».

C'est pourquoi les travailleurs s'en tiennent avec fermeté à leur position initiale : non à tout licenciement, réembauche de tous les travailleurs.

* Le ministre de la Justice, Lecanuet, est aussi sénateur-maire de Rouen.



A Massey Ferguson (Juvisy)

LE PATRON EST DE PLUS EN PLUS ISOLE

Massey Ferguson Juvisy est un entrepôt de pièces détachées qui ravitaille l'Europe et certains pays du tiers monde (Algérie, Cuba, etc.), le siège social est à Toronto (Canada). Juvisy est le dépôt central, et à Grigny il y a une annexe. Les salaires sont bas et la direction divise les travailleurs en engageant des ouvriers sous contrat, qu'elle licencie au bout de 3, 4 ou 6 mois selon les commandes, puis en embauche de nouveaux.

Début novembre, la direction décide de supprimer les heures supplémentaires, seul moyen pour beaucoup d'obtenir un salaire correct. Le mécontentement est grand et des travailleurs font circuler une pétition contre les réductions d'horaires et réclament 250 F pour tous.

Lundi 24 novembre et mardi 25, tous les ouvriers font une demi-journée de grève, sans résultat. Mercredi 26, c'est la journée entière, et face au refus, jeudi ils occupent et bloquent les portes, en exigeant : 250 F pour tous, une 5^e semaine de congés payés.

La presque totalité des ouvriers participe à la lutte, quelques employés des bureaux participent à la lutte dès le premier jour. Les cadres, la maîtrise et la

direction restent devant les grilles.

Puis vendredi le patron détourne le car qui conduit les employés à Juvisy, vers Grigny qui n'est pas occupé. Face à cela un nombre plus grand d'employés rejoignent le mouvement et une collecte est organisée à Grigny parmi la maîtrise et les employés qui rapporte 800 F pour les grévistes. C'est dire que l'isolement du patron grandit au fil des jours. Autre exemple de solidarité : les travailleurs du restaurant d'entreprise géré par la société «Les wagons-lits» ont refusé d'aller préparer des sandwiches pour les non grévistes regroupés à Grigny.

Samedi 29 novembre, les délégués syndiqués CGT et des non syndiqués étaient convoqués par le juge des référés sur plainte du patron. Le jugement sera rendu jeudi 4 décembre au tribunal de Corbeil. D'ores et déjà les travailleurs ne se font pas d'illusions sur la justice bourgeoise, ils savent que seule la lutte fera céder le patron et que la solidarité des autres travailleurs leur permettra de vaincre. Des ouvriers de l'usine Sanders toute proche sont déjà venus les soutenir, d'autres suivront.

Correspondant HR
et des ouvriers de Massey-Ferguson en lutte

Echos de Lorient

A L'ACTION CONTRE LE CHOMAGE !

Vendredi 21 novembre : des militants CFDT de l'Union locale, ainsi que des chômeurs, ont occupé l'Agence locale de l'emploi pendant une demi-heure.

Ils ont déposé une lettre adressée à la direction de la main-d'œuvre, pour protester contre les nouvelles «tracasseries» qu'on veut imposer aux chômeurs : le pointage tous les quinze jours ne suffira plus ; on envoie maintenant aux chômeurs une circulaire qu'ils doivent remplir et renvoyer, sinon on les raye des listes de demandeurs d'emploi.

Ce n'est rien d'autre qu'une manœuvre supplémentaire pour tenter de camoufler le nombre, toujours croissant, des chômeurs.

En repartant, les militants CFDT ont emporté et détruit le paquet de circulaires.

Ce même jour, l'agence de Pontivy était également occupée.

Les chômeurs s'organisent et engagent la lutte contre le capitalisme et l'Etat capitaliste. C'est pour eux la seule voie.

Correspondant HR

UNE CONCEPTION PARTICULIERE DE L'UNITE !

Jeudi 27 novembre, en fin de manifestation unitaire CGT-CFDT-FEN, les militants sont restés stationner devant la sous-préfecture. Des slogans étaient lancés çà et là, tel «Nous voulons, nous aurons du boulot pour les Bretons». Des tracts distribués par le comité antirépression bretonne de Lorient étaient également distribués aux grévistes.

Un groupe de 5-6 militants CGT, sous la direction d'un d'entre eux, lançaient sans cesse «Unité, action, Programme commun». Et lorsque les tracts du comité antirépression leur ont été distribués, leur chef d'orchestre s'est précipité sur ses camarades, leur arrachant le tract des mains pour les détruire au sol, «Lisez pas ça, c'est des cons.» L'un d'entre eux s'est quand même étonné de son comportement, mais il s'est vu proprement envoyé sur les roses.

Devant ce genre de pratique, les travailleurs n'ont pas manqué de relever le fait.

Correspondant HR

St-Gobain-la-Chapelle :

Un dirigeant du P«C»F jeté de l'usine par les travailleurs

Les travailleurs de St-Gobain (près d'Orléans), en lutte depuis le 27 novembre contre la répression patronale et contre les mesures de chômage, ne tiennent pas à ce que leur lutte soit un instrument pour les intérêts du Programme commun et de ceux qui s'en réclament.

Leur volonté s'est affirmée le mardi 2 décembre lorsque le PCF de l'usine a tenté de faire intervenir à l'intérieur de l'usine un secrétaire fédéral PCF accompagné de tout son bureau. Ce dernier, Noël Bizouerne, a essayé de prendre la parole, mais de nombreux travailleurs et militants syndicaux s'écrièrent : «Dehors ! Dehors !

Vous n'avez pas à être ici, vous êtes des diviseurs de la classe ouvrière.»

Face au mécontentement des travailleurs, le secrétaire fédéral du faux parti communiste s'est vu obligé de déguerpir de l'usine sous la huée des travailleurs.

En assemblée générale, les travailleurs ont insisté sur la nécessité de renforcer l'unité, unité syndicale CGT et CFDT, mais surtout l'unité de tous ceux qui luttent, syndiqués et non syndiqués.

La journée du 2 décembre fut un cinglant échec au révisionnisme du PCF, un succès pour les travailleurs en lutte.

Grève dans les Caisses d'épargne de Paris

Le 2 décembre, les travailleurs des Caisses d'épargne de Paris sont entrés en grève. Ils l'ont votée à une large majorité pour 24 heures, elle est reconductible.

Les travailleurs des Caisses d'épargne se battent en effet contre la dégradation de leurs conditions de travail et contre les menaces qui pèsent sur l'emploi du personnel temporaire. Ils demandent également le maintien de l'intégralité de la prime

de bilan, indexée, payable fin janvier, pour l'avancement parallèle dans les succursales et au siège (19, rue du Louvre), pour le maintien des prêts au personnel.

Le soir de cette première journée de grève, une assemblée générale s'est tenue réunissant 950 des 1 350 employés des Caisses. Parmi eux, 700 se sont prononcés pour la reconduction de la grève.

Correspondant HR

Renault-Billancourt

S'OPPOSER A TOUT LICENCIEMENT

Depuis le mercredi 26 novembre, les ouvriers de l'atelier 74-44 (dans l'île Seguin) sont en grève pour la réintégration d'un ouvrier licencié, le déplacement du chef d'équipe Lejeune (qui tient constamment des propos racistes) et le paiement des heures de grève.

Jusqu'à maintenant les propositions faites par la direction sont bidon et ont été rejetées par les ouvriers du 74, qui prennent collectivement et démocratiquement leurs décisions. Les sections CFDT de l'île Seguin appellent à soutenir la lutte du 74. Dans un tract, elles déclarent : «Tous nous avons à faire respecter notre dignité. Si

l'on veut qu'il n'y ait pas de racisme à la Régie, la seule garantie, c'est notre unité et notre force à nous, les travailleurs... Les ouvriers ne viennent pas à la Régie pour se faire insulter.»

D'autres luttes contre les licenciements ont lieu dans l'île Seguin et d'autres secteurs. Cette volonté de s'opposer à tout licenciement est récente à la Régie, que ce soit au département 54, ou lorsqu'une militante CFDT a dernièrement été menacée.

Ces luttes remettent en cause le droit patronal de licencier qui il veut et quand il veut.

LA FORMATION DES MEDECINS AUX PIEDS NUS

Former des médecins aux pieds nus et mener à bien la cotisation médicale, cela constitue une voie importante pour la Chine afin de développer avec quantité, rapidité, qualité et économie les services médicaux et sanitaires dans les régions rurales. La formation d'un bon nombre de médecins de campagne non détachés de la production agricole comble ainsi l'insuffisance de docteurs formés dans les instituts de médecine. Il s'agit là d'une voie appropriée à un pays en voie de développement tel que la Chine.

Avec la recommandation des membres de la commune et l'approbation de la direction de la brigade, un jeune paysan ou un jeune instruit, d'une vingtaine d'années, installé à la campagne, qui a un niveau d'instruction primaire ou secondaire et veut servir le peuple de tout cœur, peut être choisi et formé comme médecin aux pieds nus.

Il y a principalement trois formes pour former les médecins paysans : le dispensai-



Les médecins aux pieds nus à la production.

blir un système d'études simple mais excellent, et à combiner les études au travail manuel et à la pratique. L'important est d'élever leur aptitude professionnelle dans la pratique. Leur entraînement se déroule généralement pendant la morte saison et sur deux plans : politique et professionnel.



Un médecin aux pieds nus diffuse ses connaissances parmi les membres de la commune.

re de la commune ou un autre hôpital tient des stages de formation ; l'équipe médicale qui fait une tournée dans une région frontalière montagneuse ou de minorités nationales forme sur place des médecins aux pieds nus. Sont ouvertes encore à cette fin des écoles spéciales où les enseignants se divisent en groupes pour se rendre à la campagne.

La formation comprend deux étapes : la première dure en général trois à six mois, la seconde commence après un certain temps de travail. Dans cette étape, les médecins aux pieds nus sont soit réunis pour suivre des cours, soit dispersés pour se tenir chacun auprès de son maître.

La formation des médecins aux pieds nus se poursuit d'après les principes consistant à lier la théorie à la pratique, à éta-

blir un système d'études simple mais excellent, et à combiner les études au travail manuel et à la pratique. L'important est d'élever leur aptitude professionnelle dans la pratique. Leur entraînement se déroule généralement pendant la morte saison et sur deux plans : politique et professionnel.

Ils étudient d'abord les directives du président Mao à l'égard du travail de la santé publique ainsi que les principes et les mesures politiques en la matière, et puis s'attaquent à la connaissance élémentaire de la médecine de base et aux maladies communes et fréquentes de la campagne. Ils assimilent et les moyens de traitement et les mesures préventives, et la connaissance de la médecine occidentale et celle de la médecine traditionnelle chinoise. Ils apprennent en particulier comment faire usage des plantes médicinales de la région dans le traitement et la prévention des maladies. Les femmes médecins aux pieds nus sont formées comme accoucheuses et chargées du travail sanitaire pour femmes et enfants. Elles doivent posséder la technique utilisée pour le contrôle des naissances comme la

mise et l'enlèvement du cercle anticonceptionnel, l'avortement provoqué, etc.

Pendant leurs études, les points de travail des médecins aux pieds nus sont notés par leur équipe de production. L'État, la commune ou l'équipe leur attribue une subvention.

UN LARYNX ARTIFICIEL MIS AU POINT EN CHINE



Un larynx artificiel permettant à des personnes dont cet organe a été enlevé ou détruit de parler à nouveau a été mis au point par un groupe expérimental de l'hôpital de Shantung, dans l'est de la Chine, a annoncé lundi 1er décembre l'agence «Chine nouvelle».

Cet appareil, qui pèse 20 grammes, précise l'agence, a été testé dans plus de vingt provinces, municipalités et régions autonomes. Il permet aux patients de respirer à nouveau par le nez, de telle manière que l'air inhalé est chauffé, humidifié et filtré et que les sujets retrouvent la fonction de l'odorat.



D'autre part, ce même groupe expérimental a également mis au point un larynx électronique qui serait capable de restituer une partie de la fonction vocale à des personnes qui en sont privées.



URSS-USA : Paroles de paix et préparatifs de guerre

La Documentation française publie dans son numéro du 9 septembre dernier des «Notes et études documentaires» une intéressante étude de «l'Institute for strategic studies» de Londres sur l'état des forces armées mondiales en juillet 1974.

L'auteur fait remarquer en introduction que malgré les conversations sur les limitations d'armements, l'URSS et les USA continuent de déployer de nouveaux systèmes ultra-perfectionnés de matériel militaire. Il note en particulier que l'URSS entreprend «d'importants développements des systèmes offensifs stratégiques chaque jour plus perfectionnés et en augmentation numérique constante».

Selon cette étude de 1973 à 1974 les forces armées nord-américaines ont diminué de 78 900 hommes et sont actuellement au nombre de 2 174 000 hommes, tandis que celles de l'Union soviétique ont augmenté de 100 000 hommes et en comptent actuellement 3 525 000.

L'auteur note par ailleurs à l'avantage de l'Union soviétique : la standardisation du matériel du pacte de Varsovie, le regroupement de ses forces, la mobilisation et l'arrivée de renforts plus rapides en cas de «crise», un plus grand nombre d'aérodromes, un commandement unique soviétique en cas de guerre.

L'auteur, comment faire autrement, conclue à l'avantage très net des forces du pacte de Varsovie surtout en cas d'attaque surprise dans un conflit, avantage qui pourrait changer après quelques semaines. Notons que l'URSS compte en plus sur ses agents révisionnistes dans les pays d'Europe qu'elle menace.

Cet avantage en faveur de l'URSS s'accroît constamment : alors que les États-Unis se sont vus contraints à retirer une partie de leurs forces en hommes et armements, les sociaux-impérialistes les augmentent constamment.

Rendant compte des conversations sur les limitations des forces armées entre l'OTAN

et le pacte de Varsovie entamées le 30 octobre 1973, l'auteur rappelle les positions de négociations de l'un et l'autre.

L'OTAN demande une diminution de 15 % pour les deux pactes dans un premier temps puis l'application d'un mécanisme par lequel on arriverait graduellement à un même plafond pour les deux.

Tandis que pour le pacte de Varsovie, l'URSS prétend à une diminution de 20 000 hommes en 1975 pour les deux pactes, puis 5 % en 76 et enfin 10 % en 1977. Elle garderait donc son avantage.

Il est intéressant de noter également l'évolution quantitative des forces nucléaires des États-Unis et de l'URSS :

Missiles balistiques intercontinentaux
(portée 4 000 milles et plus)

	1964	1968	1974
USA	834	1 054	1 054
URSS	200	800	1 575

Missiles balistiques lancés par sous-marins

	1964	1968	1974
USA	416	656	656
URSS	120	130	720

Bombardiers à grand rayon d'actions

	1964	1968	1974
USA	630	545	437
URSS	190	150	140

Jour après jour le social-impérialisme accumule des forces particulièrement en Europe. Cela est clair. Comment après cela faire confiance aux paroles enjouées de Brejnev et compagnie ? Ils cherchent à endormir la confiance des peuples et préparent la guerre.

Ce qui les attend ? La résistance des peuples et la défaite.

Cahoussaq Massi

LA CHINE CAPABLE D'EXPORTER DU PÉTROLE

L'agence Chine nouvelle vient d'annoncer que la Chine est désormais capable d'exporter du pétrole grâce à la mise en exploitation de nouveaux gisements et à la rénovation des anciens.

La production pétrolière chinoise a augmenté durant les 10 premiers mois de cette année de plus de 20 % par rapport à l'an passé. La Chine utilise pour cela ses propres techniques de forage et d'extraction. Ses besoins pétroliers, en quantité et en qualité, sont déjà pleinement couverts par la production locale. En dix ans la production de pétrole brut a été multipliée par 7.

LE DAHOMEY DEVIENT RÉPUBLIQUE POPULAIRE DU BÉNIN

Le chef d'État du Dahomey vient d'annoncer l'abandon de cette appellation pour son pays devenu «République populaire du Bénin». «L'ancien nom du pays était, a-t-il déclaré, une invention du colonisateur qui voulait immortaliser le succès de son agression sur le royaume du Dahome, qui a opposé une farouche résistance au plan impérialiste d'invasion du Bénin-Niger... Le Bénin est le symbole d'une civilisation authentiquement africaine».

Ainsi l'Afrique indépendante renoue davantage encore avec sa culture et son histoire.

LIBAN : VERS LA RÉCONCILIATION NATIONALE

Le récent appel «à la réconciliation nationale» lancé par le président de la République semble avoir été entendu. Depuis près d'une semaine déjà le calme règne à Beyrouth qui reprend lentement son activité. Toutes les routes menant à la capitale sont désormais sûres et praticables.

Le président Frangié, appelant les Libanais à mettre un terme aux combats fratricides avait affirmé que «les troubles dont le Liban est le théâtre menaçant, s'ils se poursuivent, de s'étendre hors de ses frontières».

De son côté, Yasser Arafat, président de l'OLP, a dénoncé les ingérences étrangères dans les affaires intérieures du Liban, déclarant : «Le mouvement national libanais et la Résistance palestinienne mettront en échec les complots ourdis par les instruments de l'impérialisme au Liban, malgré toutes les armes qui leur parviennent par terre, par mer ou par air».

O.N.U. : CINQ PAYS AFRICAINS DEMANDENT L'INDÉPENDANCE POUR DJIBOUTI

Cinq pays africains ont déposé mardi devant la commission des territoires non autonomes de l'assemblée de l'ONU une résolution demandant à la France d'accélérer le processus d'indépendance de la «prétendue Somalie française» en libérant les prisonniers politiques et en permettant aux représentants des mouvements de libération de revenir dans le territoire français des Affaires et des Issas.

Elle lance un appel aux États voisins pour qu'ils renoncent immédiatement à toutes leurs revendications sur le territoire et qu'ils déclarent nuls et non avenue tous les actes soutenant ces revendications.

	OTAN		PACTE DE VARSOVIE	
	Centre Europe et Nord Europe	Sud Europe	Nord Europe et Centre Europe	Sud Europe

Divisions blindées	12	6	33 (21)	7 (3)
Divisions mécaniques	13	22	37 (22)	32 (4)
Effectifs sur le terrain en temps de paix	620.000 h.	550.000 h.	910.000 (610.000)	355.000 (105.000)
Chars de combat en temps de paix	7.000	3.000	20.000 (12.400)	6.500 (1.700)
Bombardiers légers	165	8	250 (200)	30 (30)
Avions de chasse	1 250	450	1 500 (1 100)	225 (50)
Avions d'interception	350	225	2100 (1100)	600 (200)
Avions de reconnaissance	275	125	500 (350)	50 (40)

Nous reproduisons ci-dessus l'état des forces armées de l'OTAN et du pacte de Varsovie stationnées actuellement en Europe.

() Entre parenthèses ce qui correspond à la seule Union soviétique.

LE SCANDALE DE L'HYGIENE ET LA SECURITE A L'ALSTHOM SAVOISIENNE

Extrait d'un tract de la section CFDT de l'usine de St. Ouen.

Une nouvelle affaire grave met, une fois de plus, en évidence que, décidément, dans ce système régi par le profit capitaliste, la sécurité et la santé des travailleurs sont bien le dernier des soucis de tous ces « messieurs » qui nous exploitent !

Tout a commencé ce début d'année avec le décès de J. Coupey, âgé de 49 ans, qui avait travaillé des années au vernissage hall 1 (derrière l'appareil à café).

Or, au vernissage, tous les travailleurs se plaignent de maux de tête, de fatigue anormale, dus à l'absence de ventilation... Des rumeurs persistantes à l'atelier mettent en rapport la mort de Coupey avec les vapeurs de vernis...

Mais, personne ne réagit ! Aucun des responsables investis de la mission de faire respecter la sécurité dans l'entreprise ne fait quelque chose ! Le directeur, M. Forey fait, au CE, un dernier hommage à Coupey et la page est tournée. Un autre prendra sa place !

Et tous : du directeur à l'ingénieur de sécurité, du médecin du travail au Comité d'hygiène et sécurité du hall 1, personne ne se pose de question, personne n'enquête !

Les étiquettes des solvants à vernis (toluène, xylène) indiquent : « Hydrocarbures benzéniques lourds, emploi autorisé par le décret du 29.12.48... surveillance médicale spéciale du personnel... captation des vapeurs à leur point d'émission ».

Or, des brochures entières existent sur les risques de ces vapeurs nocives nommées « benzols » et qui peuvent provoquer une des plus graves maladies professionnelles : le « benzolisme ». Cette maladie est due à l'empoisonnement du sang par les vapeurs toxiques. Quelles sont les manifestations du benzolisme ? Dans sa forme légère : l'ouvrier atteint continue son travail et ne se rend pas compte de son état. Les symptômes sont : fatigue, lassitude, pâleur, maux de tête, insomnie, ... Sa forme grave peut apparaître chez des travailleurs ayant cessé le travail toxique depuis plusieurs années : hémorragies de plus en plus fréquentes, troubles anémiques (manque d'appétit, faiblesse, amaigrissement, vertiges, ...) pouvant aller jusqu'à la mort.

Des textes de loi précis réglementent le taux de vapeurs toxiques maximum dans l'atmosphère, la surveillance médicale avec registre (inscrivant tous les arrêts de travail, leur cause), l'affichage dans l'atelier des dangers des benzols, avec des prescriptions telles que l'interdiction de se laver les mains au toluène, de prendre des boissons alcoolisées, la captation des vapeurs lourdes à leur point d'émission...

Or, au vernissage, la captation des vapeurs est inefficace, inexistante : 3 minables ventilateurs en hauteur dont 2 sur 3 ne fonctionnent plus du tout depuis l'année dernière.

Pour briser le mur du silence et surtout, parce que, exclue du CHS, la CFDT ne peut avoir aucun document technique (rapports médicaux, rapports d'autopsie), les délégués du personnel CFDT alertent, le 18 mars 75, l'inspection du Travail et la Sécurité sociale en demandant une enquête en leur présence.

Les 23 et 25 avril 75, le contrôleur de la Sécurité sociale, en présence des délégués CFDT, de la maîtrise, du directeur de fabrication, de l'ingénieur de sécurité et des

membres du CHS, enquête dans l'atelier et réalise des prélèvements d'atmosphère.

Les premiers résultats indiquent que, si l'atmosphère ambiante n'est pas toxique, en revanche les seuils de toxicité sont dépassés dans un certain nombre d'opérations de travail.

Même s'il n'est pas établi que la mort de Coupey est due aux vapeurs benzéniques, en revanche, il est évident que les risques d'intoxication existent et que des mesures doivent être prises par l'Alsthom.

A la suite de cette enquête, rien de sérieux n'est entrepris par la direction :

— Dans l'atelier des prétendues mesures qui ne coûtent pas cher à l'Alsthom : on rallonge le pinceau que l'ouvrier passe pour faire écouler le vernis, afin d'éviter qu'il ne mette son nez directement sur la vapeur. On installe sur la seule cuve, qui a déjà une aspiration défectueuse, un conduit d'aspiration supplémentaire en oubliant que l'aspirateur existant aspirera forcément 2 fois moins bien ! Et, pour comble d'hypocrisie, la direction fait boucher les trous dans la cloison qui donne sur le Hall 1... Pour éviter d'asphyxier les autres !

— Une réunion du CHS a lieu avec la direction en l'absence des délégués CFDT et cautionne les mesures bidons de la direction. Silence. Les travailleurs qui risquent leur santé ne sont pas informés... La direction essaie d'étouffer l'affaire plutôt que de réaliser les travaux nécessaires.

Le contrôleur de la Sécurité sociale qui devait à la rentrée tenir une réunion de travail en présence des délégués CFDT et de la direction est mis dans l'impossibilité de le faire par l'Alsthom. Il n'est plus autorisé qu'à communiquer avec les délégués du CHS (dont est éliminée la CFDT).

Nous intervenons en vain auprès du secrétaire du CE pour pouvoir avoir accès aux résultats exacts des prélèvements d'atmosphère réalisés par la Sécurité sociale... Et ces chiffres nous sont nécessaires pour établir la vérité avec des médecins !

— Plus grave encore, un autre ouvrier travaillant au vernissage s'évanouit dans l'atelier. Coïncidence ? Ce camarade présente les symptômes d'anémie, fatigue... Les résultats des prises de sang font apparaître une anomalie sanguine importante. Et, de nouveau, personne, ni le médecin, ni l'ingénieur de sécurité, ni le CHS du Hall 1, n'interviendra pour faire un complément d'enquête et pour d'urgence changer d'atelier ce camarade !

Trop de complicité, de passivité, de silence entourent la découverte de la toxicité de ces solvants benzéniques ! C'est pourquoi, aujourd'hui, nous faisons éclater l'affaire au grand jour !

Les responsables doivent rendre des comptes devant tous les travailleurs, afin que tous puissent juger comment leur sécurité et leur santé sont respectées.

METZ : EFFONDREMENT D'UNE CHEMINÉE A L'USINE SACILOR : TROIS OUVRIERS MORTS ET HUIT BLESSES

Mercredi matin, à l'usine Sacilor (Société des aciéries et laminiers de Lorraine) près de Metz, la chute d'une cheminée de l'usine, de plus de trente mètres de haut, entraîna la mort de trois ouvriers et en blessait huit autres (c'est le bilan provisoire au moment de notre édition).

La cheminée construite en briques réfractaires était chauffée au gaz et alimentait le haut-fourneau à proximité. C'est à la suite d'une explosion de gaz à l'intérieur de la cheminée alimentant en air chaud le haut-fourneau, que l'effondrement se serait produit.

Un accident n'est jamais le fait du hasard. Il est le résultat permanent du mépris de la bourgeoisie patronale de la sécurité et de la santé des travailleurs.

le bataillon "Gramsci"

DEPUIS 1938, L'ALBANIE GÉMIT SOUS LE TALON DE FER DE L'OCCUPANT FASCISTE.



LE PEUPLE ALBANAIS NE PLIE PAS DEVANT L'AGRESSEUR LA RÉSISTANCE S'ORGANISE

DANS LA MONTAGNE, L'ARMÉE POPULAIRE DE LIBÉRATION LANCE DES COUPS AUDACIEUX.



AU TRAVERS DES LUTTES ET DANS DE DURES CONDITIONS DE CLANDESTINITÉ LE PEUPLE PREND CONFIANCE DANS LE PARTI COMMUNISTE D'ALBANIE QUI UNIT LES ANTIFASCISTES DANS LE FRONT POPULAIRE.



(A SUIVRE)



IL FAUT ÉTUDIER LA BROCHURE «SUR L'UNITÉ DES MARXISTES-LÉNINISTES»

«En avant sur la voie de l'unité des marxistes-léninistes», c'est le titre exact du texte de Ernst Aust, président du Parti communiste d'Allemagne (marxiste-léniniste), publié par les Éditions du Centenaire dans sa nouvelle collection «Marxisme-léninisme au combat».

Ce texte se trouve en tête de toute une étude consacrée par la

revue théorique du Parti allemand «La vie du Parti» No 3 (septembre 75) à l'étude de la ligne et du développement du groupe «Drapeau Rouge», avec pour fil conducteur, la nécessité de :

«construire l'unité des marxistes-léninistes dans le combat contre les influences révisionnistes et trotskystes»

«Commencez donc par vous unir entre vous !» C'est par ces mots, que des travailleurs nous ont souvent dit, à nous et aux camarades d'autres organisations révolutionnaires, que commence la préface de notre organe théorique No 2 : «L'édification du Parti bolchévique dans la lutte contre le révisionisme moderne !». Et est-ce que cette exigence «commencez donc par vous unir entre vous !» n'est pas profondément juste ?

«Nul ne sait mieux que la classe ouvrière elle-même — et elle le sait pas son expérience quotidienne — que seule l'unité rend fort, que l'on peut briser

chaque doigt d'une main pris isolément, mais pas le poing fermé. Ce dont la classe ouvrière a besoin pour sa libération, c'est d'un parti bolchévique fort et unique, et pas de trois ou quatre. C'est d'un front uni de toutes les classes et groupes révolutionnaires dirigé par un tel parti, mais pas de deux ou trois «fronts unis» ou de deux ou trois organisations de jeunesse ou d'étudiants, de deux ou trois Secours rouges, Oppositions syndicales révolutionnaires ou d'autres organisations de masse. C'est d'une armée dirigée par un tel parti, et non d'un groupuscule de «révolutionnaires» guévaristes-trotskyistes coupés des masses et

du parti et qui pensent représenter les masses et pouvoir amener la révolution à coups de bombes.»

Voilà posée d'emblée la nécessité absolue, historique du parti marxiste-léniniste unique.

Quels points le camarade Ernst Aust aborde-t-il ensuite ? Voici les sous-titres de son texte :

- Les causes de la division
 - Agissons pour l'unité !
 - Il ne peut y avoir aucune unité avec le révisionisme moderne !
 - La haine des masses contre le social-impérialisme et le social-fascisme est révolutionnaire
 - Qu'est-ce que sont les «contradictions au sein du peuple» ?
 - Contre l'esprit petit-bourgeois de concurrence
 - Que veut dire «lutte entre deux lignes» ?
 - Nous aussi devons faire notre autocritique
 - Partir du désir d'unité
 - Il faut discuter ensemble !
- L'énoncé de ces axes principaux parle de lui-même. A l'évidence, les préoccupations des camarades allemands sont les nôtres ; l'orientation idéologique qui guide leurs efforts pour l'uni-

té des marxistes-léninistes en Allemagne rejoint la nôtre. Voilà pourquoi, ce texte du camarade Aust contribuera, nous en sommes persuadés, à œuvrer pour renforcer le courant vers l'unification dans notre pays.

Il faut le lire, l'étudier, le diffuser, le discuter avec tous les camarades dans les rangs des marxistes-léninistes, et hors de leurs rangs !

Achetez, commandez la brochure (4,50 F) : Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris — E-100, 24, rue Philippe de Girard, 75010 Paris — La Force du livre, 33, rue R. Leynaud, 69005 Lyon.

TOULOUSE
MEETING DU FRAP
 Soutenu par l'Humanité-Rouge, la JCMLF, le CILA et le CLAI (Comité de Liaison Anti-impérialiste)
 Mardi 9 décembre
 Salle du Sénéchal à 21 h
 *Le CLAI regroupe l'ensemble des organisations d'étudiants du tiers monde



sur le front culturel

PÉROU : SOLIDARITÉ MILITANTE AVEC LE PEUPLE ESPAGNOL

A peine connu l'assassinat des cinq camarades espagnols par le fascisme franquiste, le groupe théâtral et culturel «Yuyachkani» envisageait une action pour manifester sa solidarité avec les luttes du peuple espagnol.

Le groupe, en relation avec d'autres organisations culturelles, acteurs, chanteurs et intellectuels antifascistes et anti-impérialistes, a réalisé un montage théâtral.

Ce montage, fait de courtes scènes théâtrales, de poèmes, de chants, retrace la lutte du peuple espagnol contre le fascisme depuis sa montée au pouvoir. Il montre notamment comment le fascisme franquiste est une création de la plus noire réaction, enfant chéri du nazisme, d'abord, puis de l'impérialisme nord-américain. Comment cette nouvelle vague de répression féroce n'est que la réaction désespérée du fascisme devant les luttes chaque jour croissantes et chaque jour plus organisées du peuple et de l'impasse où se trouve son tuteur nord-américain battu à plate-courture dans le monde entier et menacé dans son hégémonie en Europe.

Quelques 1 200 personnes ont assisté à la première repré-

RADIO : UNE ÉMISSION DE FRANCE INTER DÉFEND LE RACISME

Samedi 29 novembre de 10 h à 12 h l'émission «Questions pour un samedi» prétendait répondre à la question : «Les Français sont-ils racistes ?». France Inter a démontré que oui, pourquoi pas ? en faisant dialoguer François Brigneau le directeur de ce torchon fasciste et raciste qu'est Minute, J.P. Bloch président de la LICA (Ligue contre l'antisémitisme) qui soutient ouvertement les thèses racistes du sionisme en Israël et P. Palanque du MRAP (Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix) qui s'est montré fort discret !

Brigneau a pu exposer en toute quiétude ses idées sur la «criminalité» des Nord-Africains, sur l'«encombrement des hôpitaux par ceux-ci», les «maladies qu'ils rapportent», les «seuils de tolérance à respecter dans les villes», etc.

présentation de ce montage théâtral, en grande partie des ouvriers.

Sur la scène ondoyaient un drapeau du FRAP et un de l'ETA. L'appel du FRAP à la solidarité internationale a été lu en introduction.

A ce propos on a appris de la bouche même de Claudius-Petit, maire de Gennevilliers, qu'un programme avait été fait par la mairie pour «dispenser» les 40 % de Nord-Africains de Gennevilliers sur les communes alentour. Un foyer Sonacotra (dont il est PDG) sera construit pour parquer les célibataires nord-africains «de façon à éviter une explosion raciste dans les immeubles de Français, imaginez-vous ! Un Nord-Africain par palier !»

On y a appris encore, chose très grave, que le maire socialiste de Villeurbanne avait construit une école nouvelle destinée aux petits Français, tandis que la vieille, à quelques mètres, était destinée aux petits Arabes, le tout avec la bénédiction de l'Inspection académique qui s'est fait un plaisir de se soumettre à la «pétition» des parents d'élèves français du quartier résidentiel.

Qu'est-ce que les auditeurs ont pu retirer de cette émission ? Que les Français sont racistes. Aucun des deux «antiracistes» n'a essayé d'expliquer pourquoi le racisme, n'a protesté contre la façon «objective» d'étudier le racisme — les arguments des uns

et des autres en balance, choisissez chers auditeurs ! — alors que la seule façon objective de parler du racisme, c'est de le combattre et qu'il était inadmissible de donner une tribune à ce fasciste, raciste de Brigneau.

Il faut signaler l'attitude du MRAP qui n'a presque pas pris la parole sauf pour dire des choses «humanitaires», laissant discuter Brigneau et Bloch qui se sont retrouvés d'accord pour condamner l'immigration clandestine «qui amène en France la lie des pays arabes» (J.P. Bloch). Comme quoi, un antisémite et un sioniste sont toujours d'accord pour faire du racisme antiarabe. Ce n'est pas étonnant, et cela prouve la justesse de la position de l'ONU qui condamne le sionisme comme une forme de racisme.

La Troupe des Hauts-Plateaux présentera une pièce d'intervention sur l'Espagne samedi à Montreuil dans un meeting sur l'Espagne :
 16 heures — 17, rue Hoche
 Mairie de Montreuil
 Soirée : avenue Pasteur

Nous voulons des conditions de vie et une instruction militaire correctes

Lettres de soldats révolutionnaires

Il y a beaucoup à faire pour les conditions de vie des appelés. Dans notre caserne par exemple, il a fallu que les soldats mettent des affiches (panique à l'Etat-Major) pour exiger le chauffage immédiat d'un bâtiment en plein mois de novembre. Il n'y a pas d'argent pour réparer la chaudière, mais il y en a pour les

Mais si on s'organise est-ce qu'on va mettre des bâtons dans les roues à l'instruction, refuser carrément le service ? Non, pas du tout. Les soldats doivent comprendre que la formation militaire de notre peuple (même si légère) est vitale pour s'opposer à la domination américaine et à l'expansionnisme russe. Combien

pousse le contingent (des travailleurs en majorité) à se placer toujours aux côtés du peuple, à apprendre au maximum le maniement des armes pour préparer un changement de société réel en France, tout en renforçant l'indépendance militaire de notre pays. C'est à l'opposé des manipulations que préparent les trotskystes et le PCF qui ne veulent pas entendre parler de notre indépendance contre les grandes puissances militaires agressives.

Par exemple, devons-nous refuser d'expérimenter le matériel dans des gaz mortels ? Non, parce que les Américains les ont utilisés systématiquement contre la population vietnamienne ; les impérialistes russes en ont des réserves qui font 1/10 de leur stock d'artillerie, Brejnev s'est d'ailleurs vanté, comme un fasciste qu'il est, de posséder «l'arme absolue», un nouveau gaz neurotoxique de ce genre. Mais nous exigeons une SECURITE ABSOLUE pour ceux qui font les expérimentations contre l'avis de certains gradés qui prennent ça de haut. Même chose quand on envoie des gars qui ne savent pas nager essayer des véhicules amphibies défectueux.

C'est pour cela aussi que dans notre caserne, il est très important de refuser le «service à rien foutre» pour qu'il y ait une instruction sérieuse pendant cette année que beaucoup d'appelés considèrent — souvent avec raison — comme perdue.

Un soldat

Chers camarades,
Récemment s'est produit un grave accident de char en Allemagne. Un AMX 30 est tombé 10 mètres en contrebas de la route Mülheim-Bad-Bollurgen. Ce char appartenait à la caserne de Mülheim. L'accident a fait un mort et un blessé. Le chef de char, un sous-lieutenant, a été écrasé en dessous ; quant au tireur, il est amputé d'un bras.

Malgré le block-out de rigueur (!), Europe 1 a passé l'information. Cet accident que le commandement explique par une faute de pilotage, est en fait à replacer dans la politique générale d'économie du gouvernement. Les

stages de formation pilote comme tireur, sont réduits à leur plus simple expression, vu le nombre de candidats et le nombre insuffisant de centres d'instruction. Certains pilotes sont amenés à manier 30 tonnes en n'ayant guère plus d'un quart d'heure de pilotage effectif. La crise se manifeste donc à l'armée comme ailleurs.

Il faut donc davantage d'instruction militaire, ou tout au moins, ne pas bâcler celle qui existe. L'indépendance nationale reste à ce prix. A noter que ces difficultés financières se manifestent dans tous les secteurs de la vie militaire.

Un soldat
marxiste-léniniste

moquettes des hauts gradés et le gaspillage du matériel technique par négligence est parfois énorme... A l'ordinaire, on ne mange rien certains jours : avec le prix des transports, ceux qui n'ont plus d'argent ou qui habitent loin restent à la caserne le dimanche ; on déplace des caisses très lourdes et des produits toxiques sans protection, etc.

Ici, tout le monde est d'accord pour ces revendications.

d'entre nous sont persuadés qu'en cas d'agression, ce serait l'incapacité d'une partie des gradés et la déroute pour le matériel insuffisant et souvent à bout de souffle (20 à 30 % des véhicules sont défectueux pendant les manœuvres).

Nous devons lutter de MANIERE OFFENSIVE pour une organisation de soldat qui ne refuse pas le service, mais qui exige nos revendications, qui

Un soldat

SUITE DE L'EDITORIAL

en même temps qu'elle n'autorise en aucune manière à passer sous la table la lutte contre l'offensive prosoviétique sous prétexte de défense des aspirations des soldats.

Voilà pourquoi les marxistes-léninistes ne sont pas partisans des syndicats de soldats créés sur la base implicite de la soi-disant «détente internationale».

Les marxistes-léninistes au sein de l'armée associent la défense des justes revendications des soldats contre les brimades réactionnaires, et le temps perdu, à l'objectif politique du renforcement de la défense nationale par l'instruction militaire véritable pour les soldats.

(Nous publions pour illustrer cette ligne deux lettres de soldats révolutionnaires authentiques).

LA REPRESSION POLICIERE FACE AUX TRAVAILLEURS IMMIGRÉS (témoignage)

Mercredi 3 décembre, vers 22h 30 au métro Marcadet-Poissonniers, des gendarmes mobiles en armes contrôlent systématiquement tous les travailleurs immigrés.

Je descends de la station Marcadet-Poissonniers quand tout à coup 5 gendarmes mobiles se ruent sur trois travailleurs nord-africains, leur demandent de façon brutale et insultante leurs papiers, et les amènent de force jusqu'à un car attendant devant la station. Qu'avaient-ils fait ? Rien apparemment. Peut-être leur manquait-il la carte de travail !

Devant cet état de fait violent contre les immigrés, j'interviens auprès d'un responsable «flic» et lui demande ce qu'ont fait ces travailleurs immigrés, il me répond : «Occupe-toi de tes oignons» et «au fait tu as tes pa-

piers ?» Oui, bien sûr, ensuite il me dit : «Fous le camp de là, tu n'as pas à te mêler de ces affaires».

Seul qu'est-ce que j'avais à faire ? La rage au cœur j'ai dû partir tandis que nos frères immigrés étaient sans doute «embarqués» pour être injuriés, tabassés, expulsés, et, qui sait, peut être descendus en «légitime défense» comme ce fut le cas pour Mohamed Diab. Ça c'est le visage quotidien du fascisme, le visage de la France pour les travailleurs immigrés. Alors camarades, je pense qu'il faut s'unir Français-immigrés et descendre dans la rue agir nombreux et répondre du tac au tac. Voilà pourquoi je serai avec vous jeudi soir à 18h 30 à la Bastille.

Un lecteur ouvrier

LA VOIX DE SON MAITRE MONTRE LE BOUT DU MUSEAU

«Rude Pravo» organe central des kollabos du PC tchèque, qui ont trahi la classe ouvrière et vendu leur patrie, est un porte-parole bien connu de la clique Brejnev. On peut même dire que ce qu'à Moscou on ne peut pas dire, par convenance diplomatique, on le fait dire à Prague.

C'est ainsi que «Rude Pravo» donc vient dans son édition de mardi de parler de l'arrestation des quinze soldats français. Pour en dire quoi ? Eh bien pour ceux que le peuple tchèque considère comme des gens du genre de Pétain ce qui se passe en France n'est ni plus ni moins qu'une nouvelle tentative de certaines forces en France pour créer une atmosphère de chasse aux sorcières, typique de la période de guerre froide et «Rude Pravo» soutient «la volonté des soldats d'être pris pour citoyens du plein droit même dans l'armée». Voilà qui devrait faire sérieusement réfléchir sur les intérêts que servent ceux qui en France masquent la nécessité du renforcement de la défense nationale.

ARMÉE : NOUVELLE PUBLICATION DU PARTI DE MARCHAIS DESTINEE AUX OFFICIERS

«Correspondance armée-nation» est le titre du premier numéro de la nouvelle revue éditée par le Comité central du PCF destinée notamment aux officiers.

Avec cette nouvelle revue la direction du parti pro-soviétique, parallèlement à ses activités clandestines de sabotage de la défense nationale, entend développer sa propagande soporifique auprès des cadres de l'armée sur la «détente», la «paix» et «l'indépendance nationale» vue de la tourelle d'un des quarante mille chars soviétiques massés aux frontières européennes.

Une revue qui devrait être ni plus ni moins interdite !

AGRESSION RACISTE CONTRE LA LIBRAIRIE FRANCO-ARABE A PARIS

Mercredi 3, 17h 30 : une quinzaine de jeunes gens le visage masqué par des cagoules et armés de barres de fer ont fait irruption dans la «librairie Arabe», 2 rue Saint-Victor, Paris 5^e. Ils ont immobilisé les deux personnes présentes dans la librairie et se sont mis à tout casser : livres et disques projetés par terre, meubles renversés, chauffage renversé, avant de repartir, nullement inquiétés alors qu'un commissariat se trouve tout proche.